



**Nathalie Oberweis**  
**Députée**

Luxembourg, le 14 avril 2022

**Concerne : Question parlementaire relative aux expulsions en matière de bail à usage d'habitation.**

Monsieur le Président,

*Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Justice :*

Après deux suspensions justifiées par les effets de la pandémie de la Covid19 en 2020 et 2021, l'exécution des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation a repris depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021.

Dans la réponse à ma question parlementaire n°4396 du 2 juin 2021, Madame et Monsieur les Ministres ont fourni les détails sur le nombre des procédures entamées et des condamnations à déguerpir prononcées suite à la reprise des déguerpissements en 2021 ainsi qu'un comparatif permettant d'apprécier l'évolution des chiffres depuis l'année 2011.

Alors que la hausse de plus en plus prononcée des prix immobiliers et des loyers constitue une charge financière souvent insupportable pour beaucoup de ménages, l'explosion de prix de l'énergie notamment pour le chauffage est devenue un fardeau supplémentaire pour un grand nombre de ménages.

Les ménages-locataires sont les premières victimes de cette évolution et il est dans ce contexte que je voudrais demander à Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de la Justice une mise à jour des chiffres concernant les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation :

- 1) Combien de procédures pour obtenir une autorisation d'expulsion en matière de bail à usage d'habitation sont actuellement en cours devant les Justices de Paix ?
- 2) Combien de procédures d'autorisation d'expulsion ont été traitées par les Justices de Paix depuis juillet 2021 ?
- 3) Combien de condamnations à déguerpir ont été prononcées par les Justices de Paix depuis juillet 2021 ?
- 4) Dans combien de cas depuis juillet 2021 le Juge de Paix a-t-il accordée un sursis à l'exécution de la décision de déguerpissement ?

Vu la pénurie des matériaux de construction qui perdure depuis plusieurs mois déjà à la suite des effets économiques de pandémie de la Covid19, de nombreux chantiers de construction de logements ont pris un retard important. Ces retards accentuent la pénurie de logements et peuvent placer des ménages-locataires à la recherche d'un nouveau logement dans des situations difficiles. Plus encore, les locataires ayant résilié leur bail à loyer dans l'attente de

pouvoir déménager dans un logement nouvellement construit (soit en tant que propriétaire ou locataire) peuvent se retrouver sans logement au cas où ils sont forcés de quitter leur habitation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

- 5) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils conscients du problème prémentionné ?
- 6) Dans l'affirmative, disposent-ils de chiffres ou d'informations permettant de connaître l'envergure de cette problématique ?

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments respectueux.



Nathalie Oberweis  
Députée



**Réponse commune du Ministre du Logement, Henri Kox, et de la Ministre de la Justice, Sam Tanson, à la question parlementaire n°6064 du 14 avril 2022 de Madame la Députée Nathalie Oberweis concernant les expulsions en matière de bail à usage d'habitation.**

La question parlementaire n°6064 de Madame la Députée Nathalie Oberweis, posée dans la continuité de la question parlementaire n°4396 du 2 juin 2021, demande une mise à jour des chiffres fournis dans le cadre de la question parlementaire n°4396, et ce dans le contexte de l'amélioration de la situation pandémique ainsi que dans le contexte actuel de la hausse de plus en plus prononcée des prix immobiliers et des loyers qui constitue une charge financière souvent insupportable pour beaucoup de ménages et l'explosion de prix de l'énergie notamment pour le chauffage.

**1) Combien de procédures pour obtenir une autorisation d'expulsion en matière de bail à usage d'habitation sont actuellement en cours devant les Justices de Paix ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch (au 20 avril 2022)
90	81	56

Les chiffres indiqués incluent les procédures pendantes à un déguerpissement des locataires/occupants.

**2) Combien de procédures d'autorisation d'expulsion ont été traitées par les Justices de Paix depuis juillet 2021 ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch
Pas de statistiques disponibles	141	Pas de statistiques disponibles

**3) Combien de condamnations à déguerpir ont été prononcées par les Justices de Paix depuis juillet 2021 ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch (jusqu'au 20 avril 2022)
226	119	104*

Il est précisé que ce nombre inclut les procédures pendantes à un déguerpissement des locataires/occupants.

**4) Dans combien de cas depuis juillet 2021 le Juge de Paix a-t-il accordé un sursis à l'exécution de la décision de déguerpissement ?**

Justice de paix Luxembourg	Justice de paix Esch-sur-Alzette	Justice de paix Diekirch (jusqu'au 20 avril 2022)
10	7	9

**5) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils conscients du problème susmentionné ?**

Oui, la Ministre de la Justice et le Ministre du Logement sont bien conscients du problème soulevé par la députée.

**6) Dans l'affirmative, disposent-ils de chiffres ou d'informations permettant de connaître l'envergure de cette problématique ?**

A l'heure actuelle, le Gouvernement ne dispose pas de chiffres permettant d'évaluer toute l'envergure de cette problématique.

Luxembourg, le 17/05/2022.

Le Ministre du Logement,  
(s.) Henri Kox